



www.transparencymaroc.ma
TRANSPARENCY MAROC
Observatoire de la corruption
onc@menara.ma

Octobre 2009

Revue de presse hebdomadaire n°75

**Semaine :
Du 26 septembre au 04 octobre 2009**

Cette revue de presse est préparée par l'Observatoire de la Corruption

26-27/09/09

Un scandale secoue la plus grande société de pâtes alimentaires du Maroc

Les services des affaires économiques de la Wilaya de Kenitra et ceux de lutte contre la fraude relevant du ministère de la Pêche maritime, ont saisi 650 tonnes de pâtes alimentaires périmées, fabriquées par « Somina », le plus gros producteur de pâtes alimentaires du Maroc. Les autorités locales de la ville ont suspendu l'activité de la société en attendant que le tribunal rende son jugement.

Al Maghribiya

La corruption sévit dans le secteur de l'emploi

Selon des militants associatifs, la corruption est endémique. Certains jeunes diplômés estiment que le diplôme ne suffit plus pour accéder au marché de l'emploi ; l'argent doit l'accompagner car la corruption devient monnaie courante pour intégrer le monde du travail.

Al Maghribiya

Agdz : Un ancien conseiller communal s'empare de terres collectives

Des habitants du quartier Aslim de la municipalité d'Agdz dans la province de Zagora, dénoncent un ancien conseiller communal qui se serait approprié 400 m² de terres collectives. Ils demandent l'intervention des autorités pour qu'elles mettent fin à ces irrégularités.

Al Ahdath Al Maghribiya

Favoritisme à l'hôpital Mohamed V d'Al Hoceima

Le bureau régional de la Fédération nationale de la santé de la ville d'Al Hoceima, a publié un communiqué qui dénonce le refus injustifié des demandes de mutation ainsi que le favoritisme et le népotisme qui entachent la gestion de l'hôpital.

Al Alam

De hauts responsables sanctionnés pour divulgation d'informations concernant des dossiers d'investissement privé

« Rabat - De hauts responsables au ministère de l'Intérieur et au ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace ont été sanctionnés à la suite de la divulgation d'informations concernant des dossiers d'investissement privé qui sont à l'étude entre les deux départements, a-t-on appris vendredi de source officielle. Ces informations ont été indûment communiquées à des parties prenantes, contrairement aux procédures administratives et aux principes de la déontologie dont les hauts responsables doivent être imprégnés. Le ministère de l'Intérieur a diligenté une enquête administrative à ce sujet ».

MAP

Marrakech : la mairie enquête

Le maire de Marrakech a déclenché une série d'enquêtes sur des irrégularités dans la gestion de la mairie au cours du mandat précédent. Le premier dossier concerne la construction du nouveau siège de la mairie dans des conditions obscures et d'une qualité menaçante pour les fonctionnaires qui y travaillent. Le second dossier concerne des malversations constatées au niveau de la réception des taxes urbaines.

Actuel Maroc

28/09/2009

Selon le rapport de Transparency International (TI), la transparence dans les marchés publics aurait un impact positif sur le taux de croissance

Le Secrétaire général adjoint de Transparency Maroc, M. Azzedine AKESBI, affirme que, selon l'indice de perception de la corruption, le Maroc stagne à 3.5 points, depuis l'année dernière tout en régressant de la 72^{ème} place occupée en 2007, à la 80^{ème}. Cette situation est due à la propagation de la corruption dans différents secteurs d'activités, notamment dans le secteur privé qui est étroitement lié aux marchés publics. Selon le rapport mondial sur la Corruption publié par TI, le Maroc perd annuellement 3.6 milliards de dollars à cause du manque de transparence dans la passation des marchés publics. Une plus grande transparence et un renforcement de la concurrence dans le processus de passation des marchés publics auraient incontestablement un impact positif sur le taux de croissance du pays.

Rissalat Al Oumma

Transparency Maroc estime que les élections communales ont donné lieu à un achat massif des voix

Lors de sa session du 12 septembre, le Conseil national de Transparency Maroc a considéré que le déroulement des dernières élections communales et des autres suffrages qui ont abouti à la désignation des membres et des instances dirigeantes des collectivités locales, a été de nouveau marqué par l'achat massif des voix et par les transactions politico-administratives ; des irrégularités qui mettent à rude épreuve la crédibilité des acteurs et l'efficacité du cadre institutionnel et juridique malgré sa réforme. L'emprise des notables sur le processus, les alliances contraires aux engagements pris par les candidats et leurs organisations, l'ineffectivité des mécanismes administratifs et judiciaires de dissuasion et de sanction, continuent d'entretenir la suspicion des citoyens à l'égard de la sincérité du processus et de la volonté d'une construction démocratique.

Al Mounaataf

Walis, présidents de communes, de régions, de préfectures, qui fait quoi ?

M. Abdallah HASRI, professeur universitaire, a accordé une interview à l'hebdomadaire la Vie éco dans le dossier que ce journal a consacré aux collectivités locales. M. HASRI souligne la multiplicité des acteurs locaux qui nuit à la fluidité de l'action sur le terrain, le problème des élus qui n'ont pas encore bien intériorisé l'esprit de la région, mais aussi les attributions de chaque collectivité qui ne sont pas très claires. Une confusion qui engendre le gel de certains dossiers et pousse les différents acteurs des collectivités à se renvoyer la balle quand il s'agit de prendre des décisions. Le même problème se pose pour les agents d'autorité dans la mesure où le gouverneur ne dispose pas d'un pouvoir total et entier au niveau de la préfecture.

La vie éco

Ismail ALAOUI : « la corruption électorale sévirait à la Chambre des conseillers »

Le Secrétaire général du PPS, Ismail ALAOUI, estime que la corruption sévirait lors du déroulement des élections pour le renouvellement du tiers des membres de la Chambre des conseillers, ce qui permettrait à des candidats sans scrupule de remporter des sièges au parlement.

Assabah

Implication de membres de la Gendarmerie royale dans un trafic de drogue

Quelques jours après la mutation du responsable de la Gendarmerie royale à Nador, un accident d'avion a révélé l'implication d'agents de la Gendarmerie dans un réseau de trafic international de drogue qui opère dans le Rif.

Al Alam

Le Maroc enregistre annuellement une perte de plus de trois milliards de dollars à cause de la corruption

Selon le rapport mondial sur la corruption de Transparency International, le Maroc perd annuellement quelque 3.6 milliards de dollars à cause de la corruption. Le secteur des marchés publics et l'immobilier restent parmi les secteurs les plus touchés par ce phénomène.

Annahar Al Maghribiya

La réforme de la justice à l'ordre du jour

La réforme globale et en profondeur de la justice, qui a pour objectif d'assurer davantage d'efficacité afin qu'elle joue pleinement son rôle, conformément au discours royal du 20 août dernier, a été largement débattue à l'occasion d'une rencontre organisée, vendredi 25 septembre à Marrakech, par l'Amicale Hassanienne des magistrats. Cette table ronde a été l'occasion de mettre l'accent sur l'impératif de mobilisation du corps de la magistrature afin de garantir le plein succès à cette réforme et de parvenir à exécuter les différentes décisions de la justice dans les délais impartis.

Libération

« Trafic d'informations chez de hauts fonctionnaires »

C'est une première ! De hauts fonctionnaires des ministères de l'Intérieur, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, ont été sanctionnés pour avoir divulgué des informations concernant des dossiers d'investissements privés en étude au sein des deux départements. Chakib BENMOUSSA a relevé de ses fonctions le directeur du patrimoine du ministère de l'Intérieur, Rachid AFIRAT, et une enquête administrative est diligentée. Selon nos informations, le secrétaire général du ministère de l'Habitat, Najib Mohamed HALIMI, et le directeur de l'Urbanisme, Mohamed Adib ALAOUI sont aussi impliqués. Dès vendredi, le ministre Taoufik HEJIRA les a relevés de leurs fonctions, en attendant les résultats de l'enquête.

L'Economiste

29/09/2009

De nouveaux détails dans le scandale des ministères de l'Intérieur et de l'Habitat

Selon certaines sources, les accusés seraient impliqués dans d'autres affaires. En effet, la police judiciaire de la ville de Casablanca enquête actuellement sur la responsabilité d'Adib ALAOUI dans les irrégularités enregistrées dans une construction voisine du palais royal de Marrakech. M. Rachid FILALI MEKNASSI, Secrétaire général de Transparency Maroc, considère que le secteur des marchés publics au Maroc est entaché d'irrégularités qui affectent de manière négative les investissements.

Attajdid

Suspension de deux responsables aux ministères de l'Intérieur et de l'Habitat

Deux responsables des ministères de l'Intérieur et de l'Habitat ont été suspendus, pour avoir divulgué des informations sur la société Al Omrane et ses projets de construction d'appartements destinés aux personnes à faible revenu appartenant à la classe moyenne.

Al Mounaataf

« Tamesna Awalan » promet la divulgation de nouveaux détails

Certaines sources affirment que l'association « Tamesna Awalan » va tenir son assemblée générale pour dévoiler de nouveaux détails sur le projet Tamesna de Général Contractor. Le président de l'association, El Hocine EL HIYANI, déclare que l'association compte révéler l'identité de ceux qui utilisent l'argent public à des fins personnelles. Il dénonce l'inertie du ministère de l'Habitat face à la requête de l'association pour la défense des victimes.

Al Massae

Avertissement !

Le président de la municipalité de Sidi Yahya Zaer a adressé un avertissement à un conseiller municipal qui a reçu 500 Dh pour accorder un permis de réaménagement de son local à un propriétaire de magasin.

Assabah

Figuig : des agents de sécurité et de nettoyage sans salaires depuis trois mois

Les agents de sécurité et de nettoyage de Figuig, affiliés à la CDT, reconduisent leur grève qui dure depuis plusieurs semaines, à la suite d'une réunion au siège local de la société. Sans salaires depuis plus de trois mois, les agents des arrondissements Tendrara, Bouanane, Maatarka, Talsint et Bouarfa, dénoncent leurs conditions de travail et réclament la régularisation de leur situation financière dans les plus brefs délais.

Le soir

30/09/2009

De nouveaux détails sur l'affaire des informations divulguées au ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme

Certaines sources du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme affirment que le Secrétaire général accusé de divulgation d'informations confidentielles a des liens familiaux avec le ministre Taoufiq HJIRA. Le Secrétaire général de Transparency Maroc dénonce la divulgation de ces informations et met l'accent sur la nécessité de protéger les biens publics et de garantir la transparence et l'égalité.

Rissalat Al Oumma

Attribution irrégulière d'un marché d'aide sociale estimé à 150 millions de centimes

Le parti du PJD a dénoncé l'attribution à un commerçant d'un marché d'aide sociale estimé à 150 millions de centimes, par le président du Conseil de la commune urbaine d'Oujda. Ces aides seraient distribuées d'une manière illégale sous forme de bons. Le parti considère que l'acte du président est une violation de la loi et une atteinte aux intérêts des citoyens.

Attajdid

Un caïd de la wilaya de Tétouan arrache l'oreille d'un citoyen

Selon une plainte déposée au parquet de la Cour d'appel de Tétouan, le caïd de la commune de Jbel Lahbib, a arraché l'oreille d'un fonctionnaire de l'Office National de l'Eau Potable à la suite d'une coupure d'eau effectuée en raison de ses impayés.

Assabah

01/10/2009

Les élections ont été marquées par l'achat des voix et les transactions politico-administratives

Transparency Maroc déclare dans un communiqué publié à l'issue de la réunion de son Conseil national du 12 septembre 2009, que le déroulement des élections communales et des autres suffrages qui ont abouti à la désignation des membres et des instances dirigeantes des collectivités locales, a confirmé, de nouveau, que l'achat massif des voix et les transactions politico-administratives continuent de mettre à rude épreuve la crédibilité des acteurs et l'efficacité du cadre institutionnel et juridique malgré sa réforme. L'emprise des notables sur le processus, les alliances contraires aux engagements pris par les candidats et leurs organisations, l'ineffectivité des mécanismes administratifs et judiciaires de dissuasion et de sanction continuent d'entretenir la suspicion des citoyens à l'égard de la sincérité du processus et de la volonté d'une construction démocratique.

Achourouk

L'enquête sur le détournement de 16 milliards de Dh au CIH continue

L'affaire du détournement de 16 milliards de Dh du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) est encore en attente d'un jugement. La deuxième Chambre pénale a convoqué plusieurs personnes pour témoignage après l'audition des 14 accusés.

Alousboue Assahafi

« Bakchichs » pour les élections à la Chambre des conseillers

La fièvre de la compétition électorale a atteint les candidats à la Chambre des conseillers de la région de Salé-Zammour-Zaer et certains n'hésitent pas à corrompre les électeurs. Un membre du parti du RNI déclare avoir reçu des offres de 10 000 à 30 000 Dh, de membres du Conseil des villes de Salé, Rabat, Témara et Khemisset. Dix conseillers d'une commune de Khemisset ont en revanche préféré se réunir avec les candidats pour négocier les voix. Un conseiller istiqlalien a signalé, quant à lui, que des personnes influentes auraient reçu un pot-de-vin de 50 millions de centimes pour influencer les votes.

Al Jarida

Détournement d'une partie du budget du marché de gros de Salé

La police judiciaire de Salé a ouvert une enquête, à la demande du président de la municipalité, sur le détournement d'une partie du budget du marché de gros. L'enquête a révélé la disparition de centaines de milliers de centimes de recettes du marché ; certains commerçants parlent de falsification des reçus d'achat et de vente.

Assabah

Augmentation de la corruption administrative et clientélisme dans la commune de Bouarfa dans la province de Figuig

Selon le communiqué de l'association des diplômés chômeurs, la province de Figuig connaît une augmentation flagrante de la corruption administrative et du clientélisme, avec des répercussions négatives sur le pouvoir d'achat des citoyens et le taux de chômage dans la province. L'association est entrée en négociations avec des responsables à la préfecture de Figuig afin de trouver une solution équitable à leur problème.

Bayane Al Yaoume

02/10/2009

El Mesbahi : l'augmentation de la corruption dans le secteur de l'immobilier est due notamment aux gros enjeux financiers, à la diversité des intervenants et à la politique publique

Dans un entretien accordé au journal Al Hayat, M. Kamal EL MESBAHI, membre du Conseil national de Transparency Maroc, déclare que la suspension des hauts responsables du ministère de l'Habitat et du ministère de l'Intérieur confirme la mise en garde du rapport mondial sur la corruption de Transparency International sur la situation alarmante du secteur de l'immobilier. M. EL MESBAHI signale que le développement de la corruption dans ce secteur est dû notamment à la diversité des intervenants, aux gros enjeux financiers et à la politique publique de l'Etat. Il affirme que tous les efforts entrepris par l'Etat pour améliorer le secteur immobilier seront vains tant qu'il n'y aura pas de lutte sérieuse contre la corruption.

L'intégralité de l'article est accessible sur le lien : <http://www.transparencymaroc.ma/images/observatoire/EchosPresse/al%20hayat%202%20au%208%20oct%202009.jpg>

Al Hayat

Le secteur de l'immobilier au Maroc revient au premier plan

Encore une fois, le secteur de l'immobilier au Maroc est montré du doigt. L'arrestation de hauts responsables du ministère de l'Intérieur et de l'Habitat, à la suite de la divulgation d'informations concernant des dossiers d'investissement en cours, coïncide avec la publication du rapport mondial sur la corruption de Transparency International, consacré à la corruption dans le secteur privé. D'après le rapport, le secteur de l'immobilier connaît une augmentation flagrante de la corruption.

Al Hayat

La crise du projet Tamesna s'apaise et les victimes réclament des indemnités

Selon certaines sources la crise du projet Tamesna, due à l'arrêt des travaux par la société française Général Contractor, en faillite, se dénoue. Le président de l'association de « Tamesna Awalan » a rappelé la nécessité de verser aux victimes des indemnités pour préjudice moral et financier.

Attajdid

A Fès des responsables devant la justice, pour fraudes dans un dossier immobilier

Des sources judiciaires estiment à 300 le nombre d'affaires pour fraude et usurpation de propriétés immobilières, portées en justice à Fès. Les mêmes sources affirment qu'il s'agit d'une guerre menée par la justice, la conservation foncière et les collectivités locales, contre des anomalies qui touchent des propriétés et terrains publics, et dans certains cas privés. Les communes urbaines sont accusées de cession illégale pour construire, de propriétés appartenant à autrui et 22 actions en justice sont intentées par des particuliers et des établissements privés.

Al Ahdath Al Maghribiya

40 Millions de centimes pour une voix à Fès ?

Un membre de la Chambre d'agriculture de la région de Fès - Boulmane, candidat du parti de l'Istiqlal, Rachid FAYEQ, a décidé de boycotter l'élection du représentant de la Chambre au sein de la Chambre des conseillers, à la suite des accusations portées contre lui par le Mouvement Populaire. On le soupçonnerait d'émettre des chèques d'un montant de 40 millions de centimes pour acheter des voix. Une accusation que confirme un membre de la Chambre de la ville de Sefrou qui aurait reçu un de ces pots-de-vin.

Al Jarida

Transparency : Le contrôle financier est insuffisant au Maroc

Dans son rapport publié récemment sur la corruption dans le monde au titre de l'année 2008, Transparency International réserve au Maroc un chapitre très instructif. L'organisation pointe du doigt le système marocain de contrôle de la corruption. Principal argument avancé : plusieurs institutions chargées notamment du contrôle financier sont « inefficaces ». Transparency cite dans ce sens le Contrôleur général, l'inspecteur général, les ministres ou encore la Cour des comptes. « Malgré le fait que la loi préconise la vérification de tous les contrats publics au dessus du seuil de 5 millions de dirhams, les audits ne sont souvent pas réalisées », avait souligné déjà en juin 2008 M. AKESBI, secrétaire général adjoint de Transparency Maroc. Transparency conclut que même lorsque ces audits sont effectués, leurs conclusions demeurent la plupart du temps sans suite.

Le reporter